

Pouvoir d'emprunt—Loi

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le Canada et les États-Unis ont conclu une entente commerciale et les députés devraient la désigner comme telle. Je l'ai signalé à bien des reprises quand j'ai occupé le fauteuil. Je saurais gré aux députés de ne pas désigner le premier ministre par son nom, mais plutôt par son titre ou le nom de sa circonscription, comme ils le font pour tout autre député. La parole est au député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper).

M. Keeper: Madame la Présidente, je n'ai pas l'intention de me lancer dans un argument avec la présidence. Nous savons cependant que cette entente commerciale influe sur le budget. Les recettes du gouvernement fédéral diminueront par suite de l'entente commerciale parce que les tarifs baisseront. Par ailleurs, le gouvernement essaie de compenser cette baisse de recettes en augmentant les impôts de quelque 500 millions de dollars dans son budget. Le premier ministre, qui est encore moins populaire qu'un ancien premier ministre que je ne nommerai pas, se plaît à prétendre que cette entente donnera un très bel avenir au Canada. Nous voyons cependant déjà combien l'entente nous coûtera à cause de la hausse d'impôt qui en découle directement. Or, cette entente commerciale a été orchestrée par l'un de nos premiers ministres les moins populaires de notre histoire, et celui-ci a, bien sûr, tout fait pour s'attirer ce manque de popularité.

Puisque le gouvernement nous demande de lui octroyer un pouvoir d'emprunt, nous devons examiner ce qu'il a fait de l'argent qu'il a enlevé aux Canadiens. Lorsqu'on regarde les budgets présentés par le gouvernement actuel, on constate que les hausses d'impôt qu'il a apportées ont surtout frappé les familles de la classe moyenne. La famille canadienne ordinaire a souffert des hausses d'impôt du gouvernement, alors que celui-ci avait promis d'alléger son fardeau fiscal. Il prétend que tous les contribuables obtiendront des concessions fiscales, mais il a tellement augmenté les impôts depuis son arrivée au pouvoir que, même s'il les réduit maintenant, il restera malgré tout une augmentation nette des impôts, surtout pour les familles de la classe moyenne.

Dans son budget, le gouvernement nous a promis de réduire davantage le déficit et les dépenses. Si le gouvernement entend tenir ces promesses et atteindre ces objectifs budgétaires, s'il gagne les prochaines élections, il devra réduire les allocations familiales et les pensions de vieillesse. S'il est réélu, le gouvernement devra supprimer des services que les Canadiens ont appris à apprécier. Donc, en raison des politiques budgétaires du gouvernement, le Parlement ne peut pas approuver sa demande de pouvoir d'emprunt.

Nous ne pouvons pas approuver son action. La génération des années 1930 a combattu pour amener des changements dans la politique sociale et elle a réussi à cerner et à régler les principaux problèmes de l'époque. La CCF et le NPD son successeur, qui comprenaient des gens comme Stanley Knowles, Tommy Douglas et d'autres qui ont travaillé avec eux, ont contribué à la mise sur pied de l'assurance-maladie, des pensions de vieillesse et d'autres programmes sociaux. La génération précédente a relevé le défi essentiel qui consistait à cerner ces problèmes et elle a réussi à mettre sur pied de nouveaux programmes pour faire du Canada un pays où il fait bon vivre.

Comment le gouvernement a-t-il relevé les principaux défis de notre génération? Qu'a-t-il fait pour la pauvreté? Qu'a-t-il

fait pour l'environnement? Qu'a-t-il fait pour assurer la survie de l'espèce humaine menacée par la course aux armements? Qu'a-t-il fait pour assurer le plein emploi et la justice pour tous? Voilà les principaux problèmes à régler. Voilà les questions importantes. L'important, ce n'est pas de défrayer les manchettes du *Globe and Mail* ou d'être interviewé à l'émission *The Journal*. L'important, ce n'est pas ce qui attire l'attention des médias aujourd'hui ou la semaine prochaine. Notre génération doit régler des questions sociales fondamentales si elle veut contribuer, comme la génération précédente, à faire du Canada un endroit où il fait bon vivre.

● (1200)

Je lance ce défi au gouvernement. Cherche-t-il des moyens d'améliorer vraiment la situation dans ces domaines? Nous savons tous qu'environ un cinquième des Canadiens sont des analphabètes fonctionnels. Ils ne savent ni lire ni écrire suffisamment bien pour exercer un emploi ou jouer leur rôle dans notre société. J'en ai rencontré dans ma circonscription parmi ceux qui voulaient devenir membres de mon parti. Quand je rencontre les gens de ma circonscription, que je demande leur aide et que je leur fait signer leur carte de membre, je m'aperçois qu'ils ne savent pas écrire leur nom ou qu'ils ne savent écrire que cela ou encore qu'ils doivent mettre une croix en présence d'un témoin. Derrière ces chiffres sur l'analphabétisme, il faut bien se dire qu'il y a des gens qui ont des besoins concrets auxquels il faut répondre. L'analphabétisme fonctionnel est intimement lié à la pauvreté.

Je connais le cas d'une femme dans ma circonscription qui pendant des années souffrait de handicaps et avait besoin de suivre des cours de formation, chose qui ne lui a toujours pas été offerte. J'ai signalé cette question aux fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui, je l'espère, vont faire quelque chose.

L'autre domaine critique lié au problème de la pauvreté dans notre pays concerne les sans-abri. Aussi surprenant que cela puisse paraître, il y a, au Canada, des personnes qui n'ont pas de toit. Il est incroyable de penser que des gens dans notre pays n'ont pas d'endroit où dormir. J'ai lu, dans un livre récent, des chiffres sur le nombre de sans-abri à New York et à Toronto.

Le gouvernement nous a demandé l'autorisation d'emprunter plus de 25 milliards de dollars. La Chambre des communes est l'instance qui peut demander des comptes à l'exécutif. C'est devant elle que le monarque doit justifier ses dépenses. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? La réponse se trouve dans sa politique budgétaire. Le gouvernement s'en est pris aux familles de la classe moyenne. Qu'a-t-il fait au sujet des grands problèmes de notre époque, la pauvreté, l'environnement, les armes nucléaires et le chômage? Quand nous posons la question, nous ne recevons aucune réponse. Le gouvernement devrait s'atteler à la tâche et faire face aux grandes priorités de la nation. Il devrait agir tout de suite dans le cas des priorités immédiates, comme la question des allergies à certaines substances contenues dans les aliments, qui nécessite l'adoption de règlements appropriés sur l'étiquetage. Lorsque le gouvernement se présente à la Chambre, il devrait pouvoir montrer quelles mesures il a prises et non opposer le silence à nos questions.